

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Marino Rajoy, Président du gouvernement espagnol, sur les relations franco-espagnoles, la perte du triple A de la France, la politique en faveur de la croissance et de l'emploi et sur la taxe sur les transactions financières, à Madrid le 16 janvier 2012.

M. MARIANO RAJOY -- Bonsoir à tous, merci d'être ici. Monsieur le Président de la République française, mon ami Nicolas SARKOZY, merci beaucoup d'être ici aujourd'hui. Je suis responsable aujourd'hui du gouvernement, j'ai assumé cette responsabilité le 21 décembre et c'est la première visite d'un haut dignitaire étranger en Espagne depuis que j'assume cette responsabilité. Pour moi, c'est bien entendu un honneur que le président de la République française soit ici aujourd'hui avec nous pour des raisons personnelles et pour des raisons politiques. Nous nous connaissons déjà bien puisque quand il était ministre de l'Intérieur du gouvernement de la République française, j'étais moi-même ministre de l'Intérieur en 2002, ici en Espagne. Nous avons alors engagé une collaboration qui s'est ensuite poursuivie pendant des années au fil des différents gouvernements qui ont exercé le pouvoir en Espagne. C'est un honneur pour moi que le représentant de la République française soit ici aujourd'hui car la France est notre voisine et nous avons d'excellentes relations avec la France, d'excellentes relations bilatérales, et nous sommes prêts à faire beaucoup de choses à l'avenir ensemble. Nos deux pays, comme vous le savez, ont une volonté européenne profonde. Nous sommes très inquiets de la situation que connaît l'Europe en ce moment et nous sommes d'accord sur un point, quelque chose que j'ai déjà dit d'ailleurs, nous devons agir avec rapidité en faisant face aux problèmes, en prenant des décisions et en résolvant les problèmes.

Nous ne sommes pas là pour perdre notre temps, pas plus en Espagne qu'en Europe et d'ailleurs nulle part dans aucun pays de l'Union européenne. Nous sommes d'accord sur le fait que nous devons poursuivre le processus de consolidation budgétaire et travailler pour réduire le déficit public des différents pays de l'Union européenne. L'Espagne a déjà pris des décisions importantes le mois dernier, vous le savez tous. Nous avons pris des décisions qui concernent notre déficit public, une décision qui concerne 15 milliards d'euros. Et à plusieurs reprises, nous avons dit que nous voulons présenter un budget de l'État pendant ce trimestre avec notre objectif très important qui est de poursuivre la réduction du déficit public. Nous sommes d'accord également sur le fait qu'il ne suffit pas de réduire le déficit public, il faut donc travailler pour la stabilité budgétaire mais aussi envisager des réformes pour la croissance économique de notre pays. Pendant ce trimestre, nous allons présenter j'espère, et encore une fois j'appelle ici les partenaires sociaux, nous voulons mettre en œuvre une réforme du marché de l'emploi car nous pensons que cela est capital pour la création d'emplois. Très brièvement, nous allons présenter un plan pour la restructuration de notre système financier, un plan qui va être surnommé de

un plan pour la restructuration de notre système financier, un plan qui va être synonyme de transparence, les actifs devront être évalués à leur juste valeur, de nouvelles fusions vont avoir lieu dans notre système financier et l'objectif capital est qu'il y ait du crédit en Espagne, et notamment pour les petites et moyennes entreprises et pour les ménages. Pendant ce trimestre, nous allons également mettre en œuvre une réforme du secteur public et nous allons nous mettre d'accord sur ces points avec la communauté autonome pour réduire le nombre d'organismes publics, d'entités publiques dans les communautés autonomes et dans l'administration centrale. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut mener à bien des réformes structurelles pour que nos pays croissent et pour créer de l'emploi. Nous sommes d'accord sur ce point. Je tiens à préciser qu'aujourd'hui nous avons besoin de liquidité. La consolidation budgétaire, le contrôle du budget public et les réformes structurelles pour une plus grande croissance économique doivent s'accompagner des liquidités nécessaires. Sans ces liquidités, les efforts importants que nous sommes en train de réaliser, que nous allons continuer à réaliser à l'avenir, produiront des effets beaucoup moins importants si nous n'avons pas de liquidité que si nous en avons.

Je tiens également à ajouter, je l'ai d'ailleurs dit au Président SARKOZY, que nous lui apportons notre soutien pour la taxe sur les transactions financières. C'est vrai qu'il faut étudier certains détails et surtout nous ne voulons pas que ce soit les consommateurs qui doivent payer mais l'Espagne va appuyer cette taxe, c'était un sujet qui a été étudié au sein du Parlement, il y a une directive communautaire mais l'Espagne apporte son soutien à la taxe sur les transactions financières, quelque chose qui a été présenté il y a longtemps et le cheval de bataille de Monsieur SARKOZY.

Nous sommes d'accord également tous les deux sur le fait que l'Espagne doit continuer à occuper le poste qui est le sien en fonction de son PIB au sein du comité exécutif de la Banque centrale européenne. En effet, le mandat est en train de toucher à son terme, l'actuel conseiller qui représente l'Espagne, Monsieur Gonzalez PARAMO, va devoir quitter son poste mais il devrait être remplacé par un autre espagnol, nous en avons parlé.

Nous avons dit également que l'Espagne doit être plus au cur de l'Union européenne et j'ai dit à Monsieur le Président SARKOZY que l'Espagne allait participer, que l'Espagne allait être au cur de l'Union européenne à la place qui est la sienne en raison de son PIB, en raison de la force de notre pays et nous allons donc apporter nos opinions et nous allons aider à construire ce projet commun, un projet gigantesque qui est l'Europe. Et je m'engage à ce que l'Espagne occupe le poste qui lui revient et nous devons avoir aussi les institutions plus rapides, plus souples, et qui répondent plus rapidement aux besoins des citoyens.

Enfin, j'ai remercié Monsieur le Président de la République pour son soutien, le soutien qu'il nous a toujours apporté, toujours pour lutter contre l'ETA. Il y a quelques heures seulement, vous le savez, de nouvelles arrestations de membres de l'ETA ont eu lieu en France et j'aimerais dire quelque chose très clairement, vous savez, que j'ai affirmé déjà, la cessation définitive de l'ETA, c'est quelque chose qui me semble très bien, je l'ai déjà dit et je le répète. Mais l'Etat de droit en France comme en Espagne est toujours là et tant que l'ETA existe, l'ETA est une organisation terroriste et ses membres sont des membres d'une organisation terroriste. Ces personnes qui ont été arrêtées avaient des armes, des explosifs, des pistolets donc l'Etat de droit continue à être en vigueur et c'est à l'ETA de faire un pas définitif, le pas qu'exige la société espagnole, le pas qu'exigent la décence, le respect des citoyens. L'ETA doit annoncer sa dissolution en tant que bande criminelle. En Espagne nous sommes très fiers, très heureux de la cérémonie qui a eu lieu ce matin au Palais Royal où le président de la République française s'est vu décerner la Toison d'Or par Sa Majesté le Roi en reconnaissance à son amitié envers l'Espagne, à son aide dans la lutte contre le terrorisme, ses efforts pour améliorer les relations bilatérales et en sa qualité de représentant politique parmi les plus importants de la planète. Tous les anciens présidents du gouvernement étaient présents et le fils du Président Adolfo SUAREZ était également présent lors de cette cérémonie et les institutions de l'Etat étaient représentées également lors de cette cérémonie. Merci beaucoup Monsieur le président de la République.

LE PRESIDENT -- Merci Monsieur le Président. Je voudrais dire à mon tour combien je suis heureux d'être une nouvelle fois en Espagne, ce grand pays ami de la France, d'y retrouver le

président RAJOY, que j'ai rencontré pour la première fois à Rome à la première conférence des ministres de l'intérieur européens à laquelle il m'était à l'époque donné de participer.

Nous avons l'habitude de travailler ensemble. Les décisions que vient d'annoncer et de prendre le gouvernement de Monsieur RAJOY sont courageuses. La France veut continuer à travailler avec l'Espagne et, à titre personnel, je souhaite pouvoir, avec la confiance qui nous lie, faire ce bon travail ensemble au service de la construction européenne. L'Europe a besoin de l'Espagne.

Nous sommes face à une crise sans précédent qui nous impose de réduire nos dépenses, de réduire nos déficits et de trouver le chemin d'une nouvelle croissance en résolvant les problèmes de compétitivité de l'Europe.

C'est tout le travail que nous sommes en train de faire et Mariano RAJOY y apportera sa pierre.

Je veux d'ailleurs lui dire que la France soutient de toutes ses forces la présence d'un représentant de l'Espagne dans les instances exécutives de la Banque centrale européenne.

J'ajoute qu'il y a une très grande harmonie de vue, le soutien de Mariano RAJOY aux principes de la taxe sur les transactions financières compte. Nous avons échangé sur l'ensemble des grands dossiers politiques et économiques, il y a une très grande identité de vue.

Enfin je veux dire au peuple espagnol que dans la lutte contre le terrorisme naturellement la France restera à ses côtés. Les arrestations récentes sur notre territoire ont une très grande importance pour nous parce que je rappelle qu'un homme est mort, qu'il a été tué et que nous avons des éléments qui nous permettent de penser que d'une manière ou d'une autre, ceux qui ont été arrêtés ont des explications à donner à la justice.

Je voudrais dire combien l'honneur qui a été fait à la France par la Toison d'Or me touche et combien j'admire cette démocratie espagnole qui peut rassembler tous les anciens présidents du conseil Felipe GONZALES, José Maria AZNAR, José Luis ZAPATERO, Mariano RAJOY sans que personne ne se sente atteint dans son identité politique.

C'est la même maturité de la démocratie espagnole qui a permis à Mariano RAJOY, à l'époque président du PP, Parti Populaire, de voter aux côtés du gouvernement socialiste de Monsieur ZAPATERO l'adoption d'une règle d'or.

C'est une preuve de maturité. Quand on est dans l'opposition et qu'on sait, dans l'intérêt de son pays, faire un geste envers le gouvernement de son pays, on se grandit. Et de ce point de vue, il y a sans doute à s'inspirer de la démocratie espagnole. C'était pour moi en tous cas un honneur que d'être au Palais royal, aux côtés de votre souverain en présence de tous ceux qui ont compté dans la vie démocratique des 40 dernières années en Espagne.

QUESTION -- Monsieur le Président considérez-vous que la perte du triple A français est un échec ? Est-ce que ce décrochage par rapport à l'Allemagne est de nature à réduire l'influence de la France en Europe et à renchérir en même temps le coût du Fonds européen de stabilité ? Et dans ce contexte pourquoi reporter le sommet à trois de Rome qui était prévu vendredi ?

LE PRESIDENT -- Vous n'avez peut-être pas eu les dernières informations. Donc pouvez-vous me poser une autre question avec les dernières informations ?

QUESTION -- La question de savoir si vous considérez la perte du triple A comme un échec et si vous pensez que ce décrochage par rapport à l'Allemagne est de nature à réduire...

LE PRESIDENT -- Je confirme : vous n'avez pas eu les dernières informations. Donc si vous me posez une question sur les dernières informations, j'y répondrai. Si vous me posez une question sur ce qui s'est passé vendredi, c'est vendredi.

QUESTION -- Eh bien MOODY's, alors. Que pensez-vous...

LE PRESIDENT -- Non, formulez une question. Moody's ça ne veut pas dire grand-chose.

QUESTION -- Est-ce que vous pensez que Moody's fait peser après Standard and Poor's une épée de Damoclès sur la politique française ?

LE PRESIDENT -- Je ne comprends pas la question, excusez-moi. Je ne comprends pas cette question, excusez-moi. Si quelqu'un veut me poser une question que je comprenne, j'y répondrais bien volontiers. Je ne comprends pas votre question.

QUESTION -- Bonsoir, mes félicitations pour la Toison. Merci Monsieur le Président. Je voulais vous parler de la dégradation de la dette souveraine de quelques pays européens par certaines

agences de notation. Et je pense à la France et à l'Espagne. Je sais qu'aujourd'hui une autre agence a dit que l'économie de la France a le vent en poupe, mais j'aimerais savoir si cette dégradation de la dette souveraine pour certains pays peut impliquer ou peut supposer plus de mesures d'austérité, notamment en Espagne Monsieur RAJOY, est-ce que cela peut supposer une certaine détente en ce qui concerne la lutte contre le déficit public.

LE PRESIDENT -- Si avec l'autorisation du Président RAJOY, ayant compris la question, je vais essayer d'y répondre. C'est mieux de comprendre les questions. D'abord, Madame, en France, et je suppose en Espagne, ce ne sont pas les agences de notation qui doivent définir les politiques économiques des pays respectifs. Vendredi une agence a fait perdre le triple A, lundi une agence confirme que la France garde le triple A. Deux agences sur trois. Il faut réagir à ces décisions avec sang-froid, avec recul. Sur le fond des choses, ma conviction est que cela ne change rien. Nous devons réduire nos déficits, nous devons réduire nos dépenses, nous devons améliorer la compétitivité de nos économies pour retrouver le chemin de la croissance. Voilà ce qu'il nous faut faire. Tout juste me permettez-vous de pointer le manque de sang-froid de tous ceux qui se trouvaient tellement bavards et agités vendredi et qui sont tellement silencieux lundi. En fonction de ce que dit une agence ou de ce que ne dit pas une autre agence. La politique économique d'un grand pays ne se définit pas par des à-coups. Je n'ai pas l'intention de tenir compte de ce que disent les uns et les autres. Je dois tenir compte de l'économie réelle. Trop de déficits, trop de dépenses, pas assez de croissance. Voilà le problème de l'ensemble de la zone européenne. J'ajoute, pour dire un mot à propos de l'Espagne : si l'Espagne ne devait pas réussir, nous serions tous impactés. Si l'Italie ne devait pas réussir, nous serions tous impactés. L'imbrication, Madame, de l'économie française avec l'économie espagnole, comme avec l'économie italienne, fait que nous sommes solidaires. Mais vous m'avez posé une question sur l'Allemagne : l'imbrication de l'économie allemande et de l'économie française est telle, que s'il devait y avoir un problème en France, il y aurait un problème en Allemagne.

Nous avons intérêt à la réussite du gouvernement de M. MONTI, comme nous avons intérêt à la réussite du gouvernement du Président RAJOY. Parce que nos économies sont imbriquées, parce que nous appartenons au même continent. J'appelle chacun à avoir de la mesure, du sang froid, à ne pas s'affoler, s'agiter, parce que telle ou telle agence a fait tel ou tel commentaire. Ce sont des éléments intéressants dont nous devons tenir compte, mais sur lesquels il convient de ne pas sur réagir.

S'agissant de l'Italie, juste un mot : j'aurai M. MONTI au téléphone ce soir. Si nous avons décidé, M. MONTI, Mme MERKEL et moi-même de repousser au mois de février la réunion que nous avons décidé, c'est pour une raison qui est très simple : Mme MERKEL a reçu M. MONTI, j'ai moi-même reçu M. MONTI. Il n'y avait pas lieu, dix jours après, de faire ce qui aurait été perçu comme un sommet, alors même que par ailleurs, on nous reproche l'accumulation de sommet et que nous avons déjà un rendez-vous avec Mariano RAJOY et les autres chefs d'Etats et de gouvernements le 30 janvier à Bruxelles.

Nous sommes solidaires, il y a une route qui est tracée, moins de dépenses, moins de déficits, plus de croissance et plus de compétitivité. Quoi que disent les agences, cela ne change pas cette route.

Si j'observe les spreads aujourd'hui, comme l'a très bien dit le Premier ministre dans une interview dimanche : la situation est stable.

M. MARIANO RAJOY -- Nous sommes vigilants bien entendu et nous faisons attention à tout ce qui est en train de se passer. Le résultat de l'allocation d'emprunt de jeudi dernier nous a fait plaisir. La dégradation de la note par Standard & Poor's nous a moins plu bien entendu. Aujourd'hui, nous avons pu voir qu'il y avait eu des changements importants en ce qui concernait les spreads. Mais ce qui est important, c'est que, d'une part, l'Europe doit agir rapidement et avec réalisme, mais chacun dans son pays doit choisir sa propre voix. Notre gouvernement a choisi sa voie, nous allons réduire le déficit public, nous allons mettre en œuvre des réformes structurelles pour la croissance. J'ai parlé tout à l'heure de la réforme pour le marché de l'emploi, la réforme du système financier du secteur public. Et voilà ce que nous allons faire. Les choses sont claires pour nous, nous allons défendre les intérêts généraux. C'est ce que nous disons

sont claires pour nous, nous allons défendre les intérêts généraux. C'est ce que nous disons depuis très longtemps. Bien entendu, tout le reste nous intéresse, certaines nouvelles sont bonnes, d'autres le sont moins. Mais si au bout du compte les pays de l'Union européenne respectent et remplissent leurs devoirs et si le Conseil européen travaille rapidement et avec réalisme et bon sens, eh bien nous allons surmonter cette crise et rapidement.

QUESTION – Monsieur le Président du gouvernement, les Espagnols sortent d'une année électorale, les Français y entrent et sont donc nombreux à avoir observé votre campagne et avoir remarqué que vous n'aviez pas annoncé avant votre élection des mesures, le détail des mesures que vous avez prises après. Est-ce que la crise contraint les politiques à ne plus faire de promesses, pour le dire autrement, est-ce que c'est la seule manière de remporter des élections par ces temps agités ? Et vous Monsieur le Président SARKOZY, est-ce que vous envisagez de demander autant aux Français que M. RAJOY demande aux Espagnols et que répondez-vous à ceux qui estiment que vous prenez trop de risques politiques en ce début d'année électorale ?

M. MARIANO RAJOY – Ce que vous dites, c'est que la façon de gagner les élections aujourd'hui, ce qu'il faut faire, c'est ne rien dire, voilà ce que vous m'avez dit ? Je dois dire que j'ai démontré qu'il y avait d'autre façon de remporter des élections. Il faut dire ce que l'on pense et ce que l'on va faire. Ce n'est pas seulement pendant la campagne électorale mais cela fait des années que, au Parlement, même quand ce pays avait un excédent budgétaire, je parle bien d'excédent budgétaire, mais je disais déjà qu'il fallait réduire les dépenses publiques, au Parlement. Nous avons défendu cette idée pendant des années, même quand il y avait de la croissance, même quand il y avait de l'emploi. Tout le monde savait que le Parti Populaire allait réduire le déficit public et que le Parti Populaire allait respecter ses engagements vis-à-vis de ses partenaires européens. D'une part, parce qu'il faut respecter ses engagements et ensuite parce que c'est notre conviction. Il n'y a aucun Espagnol qui ne croit pas que la réduction du déficit est le cheval de bataille du Parti Populaire.

Nous misons également sur les réformes structurelles. En Espagne, il y a eu deux réformes du marché de l'emploi ces dernières années. Nous ne sommes opposés à aucune de ces réformes. Nous nous sommes abstenus et c'est pour cela que ces réformes ont été approuvées. Mais elles ne nous ont pas semblé suffisantes. Pour créer de l'emploi, nous pensons qu'il faut créer une réforme du marché de l'emploi efficace. Nous avons présenté 70 amendements au projet de loi du Parti Socialiste au Parlement. Aucun de ces amendements n'a été accepté. Sur ces 70 amendements, il y a énormément de propositions qui correspondent à ce que nous voulons faire maintenant en Espagne.

J'ai demandé aux syndicats, en privé, en public. J'ai parlé également avec le patronat, pour qu'ils fassent un effort. Ce n'est pas là un problème du Parti Populaire, ce n'est pas le problème de cinq ministres du gouvernement, mais cela concerne toute la nation. Dans les moments difficiles, même si ce sont les gouvernements qui assument les plus grandes responsabilités, nous devons tous ramer dans la même direction. Nous devons tous avancer pour défendre le bien-être et la croissance.

J'ai dit aux Espagnols que nous allons procéder à une restructuration du système financier, je l'ai toujours répété. Nous avons appuyé les mesures du gouvernement précédent. Mais encore une fois, ces réformes nous semblaient un peu timides. Il est vrai que le gouvernement a fait de grandes avancées, mais il faut aller plus loin pensons-nous. Les gens ne peuvent être surpris qu'aujourd'hui, je dise que je suis contre le déficit public, que je veux que nous remplissions nos engagements, que je veux mettre en œuvre des réformes structurelles. On demande à ceux qui sont dans leurs positions s'ils vont réduire d'1 euro ou de 5 euros tel poste budgétaire, c'est ridicule.

Je crois que tout le monde savait quels étaient les objectifs généraux du gouvernement que je préside maintenant.

LE PRESIDENT - Je voudrais rappeler que Mariano RAJOY ne s'est pas contenté de dire ce qu'il allait faire. Quand il a pris la décision de voter la règle d'or proposée par le gouvernement de M. ZAPATERO, c'était une prise de risque, ce n'était pas forcément populaire, mais cela servait l'intérêt général de l'Espagne. Comment peut-on reprocher à quelqu'un qui dans l'opposition a eu

le courage de voter une mesure impopulaire, à quelques semaines des élections, d'avoir masqué son programme ? Je vous renvoie à la situation française, y-a-t-il eu une seule formation politique de l'opposition qui nous ait accompagnés sur la route de la réforme des retraites ? Et s'est-il trouvé un seul parlementaire de l'opposition qui ait eu le courage de dire qu'il voterait pour la règle d'or ? Ce que Mariano RAJOY a fait en Espagne, dans l'opposition, pas un responsable de l'opposition ne l'a fait pour la France !

Enfin, la crise que connaît l'Europe, c'est une crise extrêmement sérieuse. Des décisions doivent être prises. Nous les avons prises pour l'essentiel s'agissant de la réduction des déficits. Je voudrais rappeler que, pour les déficits 2011, la France fera mieux que ce à quoi elle s'était engagée. Mieux, sensiblement mieux.

Le travail maintenant doit porter sur la croissance et la compétitivité. On ne règlera pas les problèmes de l'Europe et de la France par la seule réduction des dépenses.

Après-demain il y aura un Sommet sur la crise avec les partenaires sociaux. Et avant la fin du mois, avec le Premier ministre et le gouvernement, nous annoncerons des décisions très importantes pour soutenir la croissance, pour améliorer notre compétitivité et pour apporter une réponse à tous ceux qui aujourd'hui sont au chômage. Croyez-vous que quelqu'un qui n'a pas d'emploi aujourd'hui peut se permettre de penser, d'imaginer ou de dire : « le président et le gouvernement ne prennent pas de décision parce que les élections sont dans 4 mois ». 4 mois de perdus ! C'est ça la prise de risque. Et je le dis, bien conscient du problème de nos amis espagnols qui ont un taux de chômage de 22 à 23 %, nous sommes à 9. Mais pour celui qui est au chômage, pensez-vous qu'il ait le temps qu'on attende la campagne électorale ou faut-il agir tout de suite ? Moi je pense qu'il faut agir tout de suite. Et c'est ce que nous ferons, avec calme et avec sang-froid.

C'est la différence entre ceux qui commentent et ceux qui agissent, c'est normal. Ceux qui commentent peuvent se laisser aller dans les commentaires à outrance. Ceux qui agissent n'en ont pas le droit. On peut, quand on est dans l'opposition, ou quand on commente, dire des choses qu'on a oubliées le lendemain. Quand on est au gouvernement, on n'y a pas le droit, parce qu'on entraîne un pays et qu'il y a beaucoup de souffrance à l'intérieur de ce pays. On ne peut pas se permettre ce genre d'agitation. C'est la différence.

QUESTION -- Bonsoir, je voulais demander au président du gouvernement espagnol : vous avez dit être en faveur d'une taxe sur les transactions financières.

M. MARIANO RAJOY -- Je suis d'accord pour la taxe sur les transactions financières, je vous l'ai déjà dit. Et je ne crois pas qu'il y ait de point de vue divergent entre M. SARKOZY et Mme MERKEL parce que M. SARKOZY veut aller plus vite et Mme MERKEL voudrait un accord. Je crois que tous, ce que nous voulons, c'est parler du sujet, nous mettre d'accord et le mettre en œuvre immédiatement. Parce que souvent la prise de décision requiert beaucoup de temps et souvent après l'adoption de ces décisions, il est très long de les mettre en œuvre.

Et je crois donc, effectivement, nous voulons prendre des décisions sur ce point, déjà au sein du parlement espagnol on en a parlé, également au sein du parlement européen, il y a une proposition directive et je crois que, comme pour beaucoup de choses, plus on ira vite, mieux ce sera. Et je crois que les 2 points de vue sont parfaitement conciliables.

En ce qui concerne la hausse de l'impôt sur le revenu, comment est-ce que je crois que cela a été accueilli par les électeurs du Parti Populaire ? J'allais dire je suppose mais non, je ne vais pas dire je suppose, je suis convaincu que cela ne leur a pas plu. Et ils ont raison.

Mais nous avons pris cette décision parce que nous nous trouvons dans une situation très complexe. Parce que l'autre solution était de ne rien faire et d'envoyer donc un très mauvais message et ne pas essayer de résoudre les problèmes de l'Espagne.

Cette décision pour moi a été très difficile, personnellement. Parce que je ne crois pas aux impôts élevés : je pense que l'argent est mieux dans les mains des contribuables mais nous n'avons pas le choix. Et je peux vous dire que cette décision est une décision temporaire, pour 2 ans, et je suis convaincu que cette décision ainsi que d'autres décisions que nous avons prises et d'autres que nous allons prendre prochainement vont permettre à l'Espagne de retrouver sa position, sa

croissance économique. Nous allons créer de l'emploi, créer de la richesse et alors nous pourrions baisser les impôts.

Vous me demandez si dans le prochain budget de l'Etat, nous allons prévoir une augmentation d'impôts ? Non, je crois que nous avons déjà suffisamment augmenté les impôts. Cela dit, je pense que nous pouvons réduire le déficit public sans augmenter encore les impôts. Je vous dis ça maintenant mais je dois également vous dire que l'on ne peut pas dire jamais. Je ne crois pas maintenant que nous allons pouvoir baisser les impôts prochainement mais, à l'avenir, oui.

LE PRESIDENT -- Juste un mot peut-être sur la taxe sur les transactions financières ? Je connais bien l'opinion de Mme MERKEL. Il n'y a aucun désaccord entre nous. Et je suis comme Mariano RAJOY, convaincu qu'il est bien mieux d'avoir une taxe sur les transactions financières qui concerne toute la zone euro, toute l'Union européenne, et même le monde entier. Ne vous donnez pas de peine pour m'expliquer que c'est mieux une taxe globale qu'une taxe qui ne toucherait que quelques pays.

Mais la question n'est pas celle-ci si vous me le permettez. Si on doit attendre pour mettre une taxe sur les transactions financières que les autres commencent, qu'est-ce qu'on fait s'ils ne commencent pas ? On attend ? Et on ne la met pas en uvre ?

En Espagne, Mariano RAJOY vient de le dire: il y a des augmentations d'impôts. Au nom de quoi pourrions-nous dire aux citoyens, aux consommateurs : « vous, vous pouvez avoir des augmentations d'impôts mais les financiers, les taxes sur les transactions financières, ça ne doit pas exister ? ». Donc l'idée de la France est très simple : c'est qu'il y ait un groupe de pays leaders qui adopte la taxe sur les transactions financières pour que tout le monde l'adopte. Enfin dernier point, je pense qu'il n'y a jamais de risque à dire la vérité au pays dont on a la responsabilité. Les gens sont lucides, sont très intelligents, ils comprennent tout. Si jamais nous voulions leur cacher quoi que ce soit, ce qu'ils anticipent, c'est en général bien pire que ce que les responsables voudraient cacher. Donc, voyez-vous, la vérité et le courage, en période de crise, c'est vraiment la voie la moins risquée.

Je vous remercie.M. MARIANO RAJOY -- Merci beaucoup.